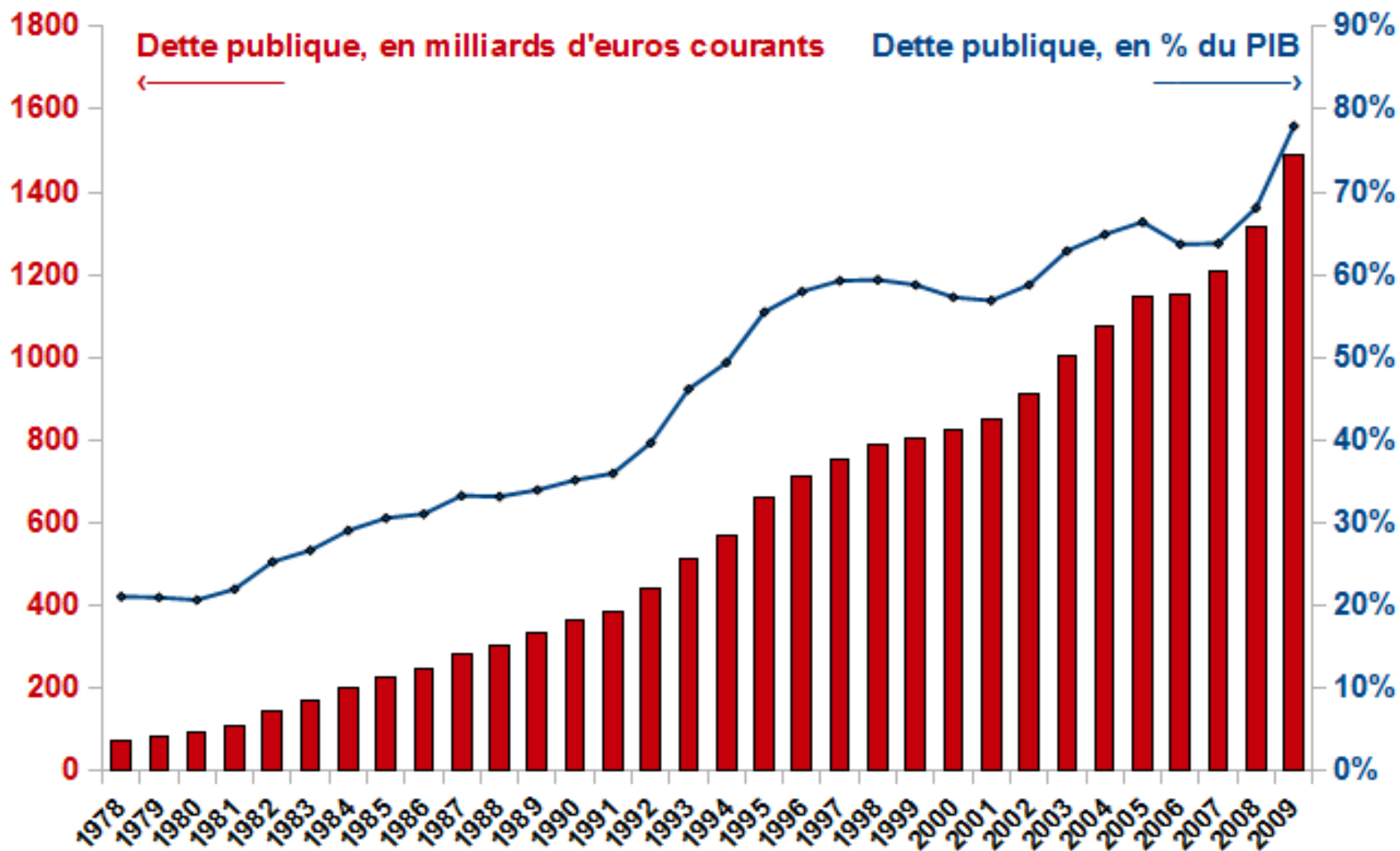


# La dette publique

- quelles en sont les causes principales ?
- à quoi sert-elle ?
- quelles solutions pour y remédier ?



La dette a augmenté de 250 Mds d'euros entre 2002 et 2007 ... et de 500 Mds d'euros entre 2007 et 2011

# La dette publique de la France

1700 Md€ d'euros à fin 2011, soit 87% du PIB

## Le coût de la dette

En 2010 : intérêts: 44 Md€ , remboursement 87 Md€ , total 131 Md€

Prévision 2011 : total 142 Md€

Prévision 2012 : total 148 Md€

Budget éducation nationale : 60 Md€

La totalité de l'impôt sur le revenu (45 Md€ en 2009) sert à payer les intérêts de la dette

Toutes les informations chiffrées de ce diaporama émanent

- d'organismes officiels (INSEE, Cour des Comptes, rapports parlementaires ...)
- d'économistes reconnus tels que Jean-Marie Harribey, Michel Husson, Pierre Larrouturou, ...

# Les 3 causes à l'origine de la dette

Cause N° 1 : les baisses d'impôt accordées depuis 2000 représentent 70 à 80 milliards d'euros de manque à gagner **annuel** pour l'Etat

- Extrait du rapport du député UMP Gilles Carrez (juin 2010) :

« Entre 2000 et 2009, le budget général de l'État aurait perdu entre 101,2 (5,3 % de PIB) et 119,3 milliards d'euros (6,2 % de PIB) de recettes fiscales, environ les deux tiers étant dus au coût net des mesures nouvelles - les baisses d'impôts - et le tiers restant à des transferts de recettes aux autres administrations publiques - sécurité sociale et collectivités locales principalement. »

- Recettes fiscales : 15,4% du PIB en 2007 contre 22,5% en 1982
- voir « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article665>

# Les dépenses publiques ne sont pas la cause de l'envolée de la dette

Les administrations publiques s'organisent en quatre secteurs :

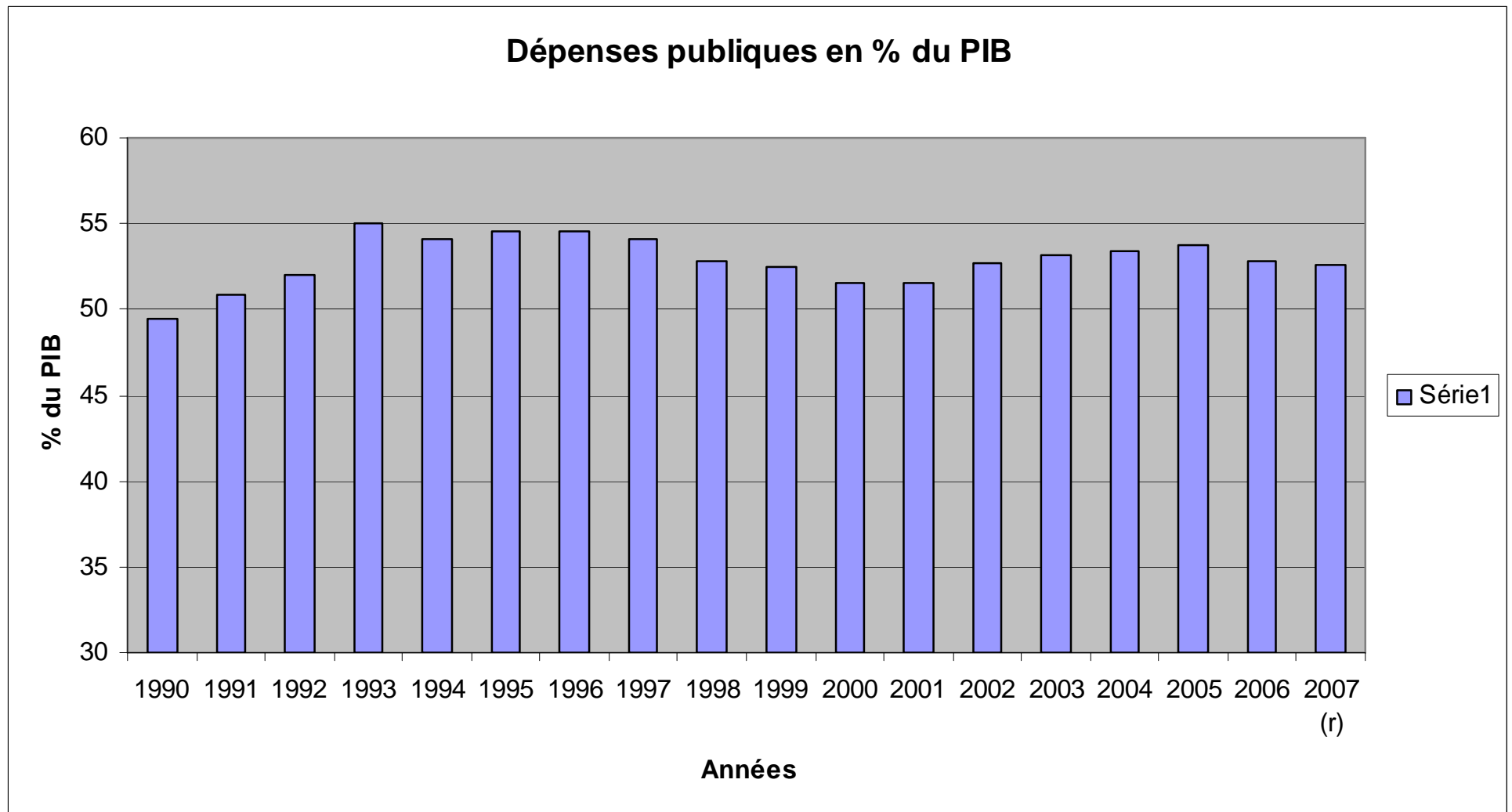
- l'Etat
- les administrations publiques locales (APUL) : régions, départements, communes, etc ...
- les administrations de sécurité sociale (ASSO) : allocations familiales, assurances maladie et assurance vieillesse, assurance chômage (Unedic), assurance chômage (Unedic), retraites complémentaires (Agirc, Arrco, Ircantec), etc ...
- les organismes divers d'administration centrale (ODAC) : unités institutionnelles contrôlées ou financées majoritairement par l'État (CADES, CNRS, CMU, agence nationale de la recherche, fond spécial d'invalidité, ...)

## Evolution et répartition des dépenses publiques

	1995		2000		2005	
	Mds €	% PIB	Mds €	% PIB	Mds €	% PIB
<b>Etat (en comptabilité nationale)</b>	<b>282,0</b>	<b>23,0%</b>	<b>320,4</b>	<b>22,2%</b>	<b>388,1</b>	<b>22,7%</b>
<b>APUL</b>	<b>118,0</b>	<b>9,9%</b>	<b>140,5</b>	<b>9,7%</b>	<b>187,5</b>	<b>11,0%</b>
<b>ASSO</b>	<b>284,6</b>	<b>23,8%</b>	<b>330,2</b>	<b>22,9%</b>	<b>421,7</b>	<b>24,7%</b>
<b>ODAC</b>	<b>44,9</b>	<b>3,8%</b>	<b>47,4</b>	<b>3,3%</b>	<b>60,5</b>	<b>3,5%</b>
<b>Toutes administrations publiques</b>	<b>650,6</b>	<b>54,5%</b>	<b>744,3</b>	<b>51,6%</b>	<b>919,7</b>	<b>53,8%</b>

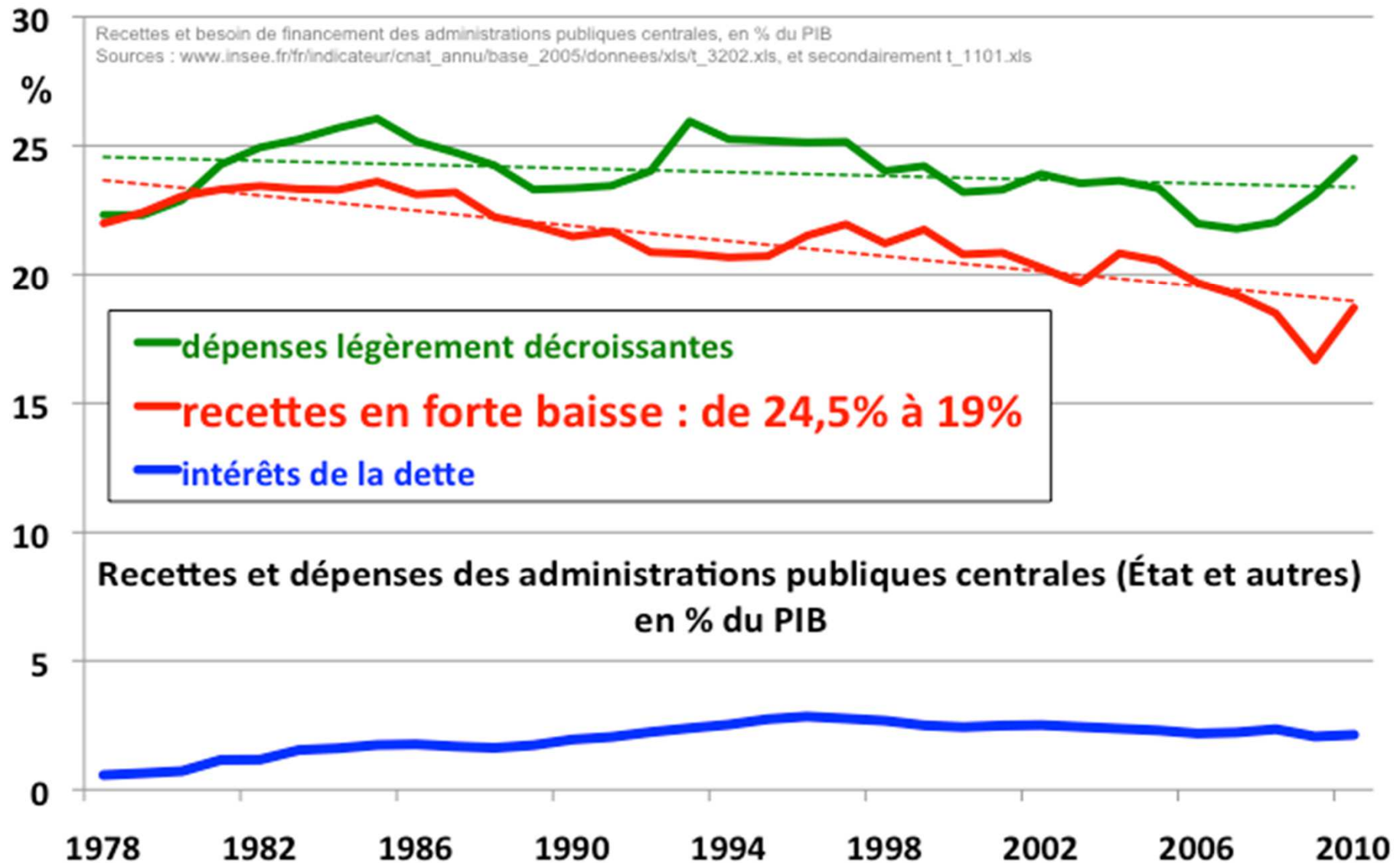
Source : [http://www.bercy.gouv.fr/performance/enjeux\\_finances\\_publicques/caracteristiques.htm](http://www.bercy.gouv.fr/performance/enjeux_finances_publicques/caracteristiques.htm)

# Les dépenses publiques ne sont pas la cause de l'envolée de la dette

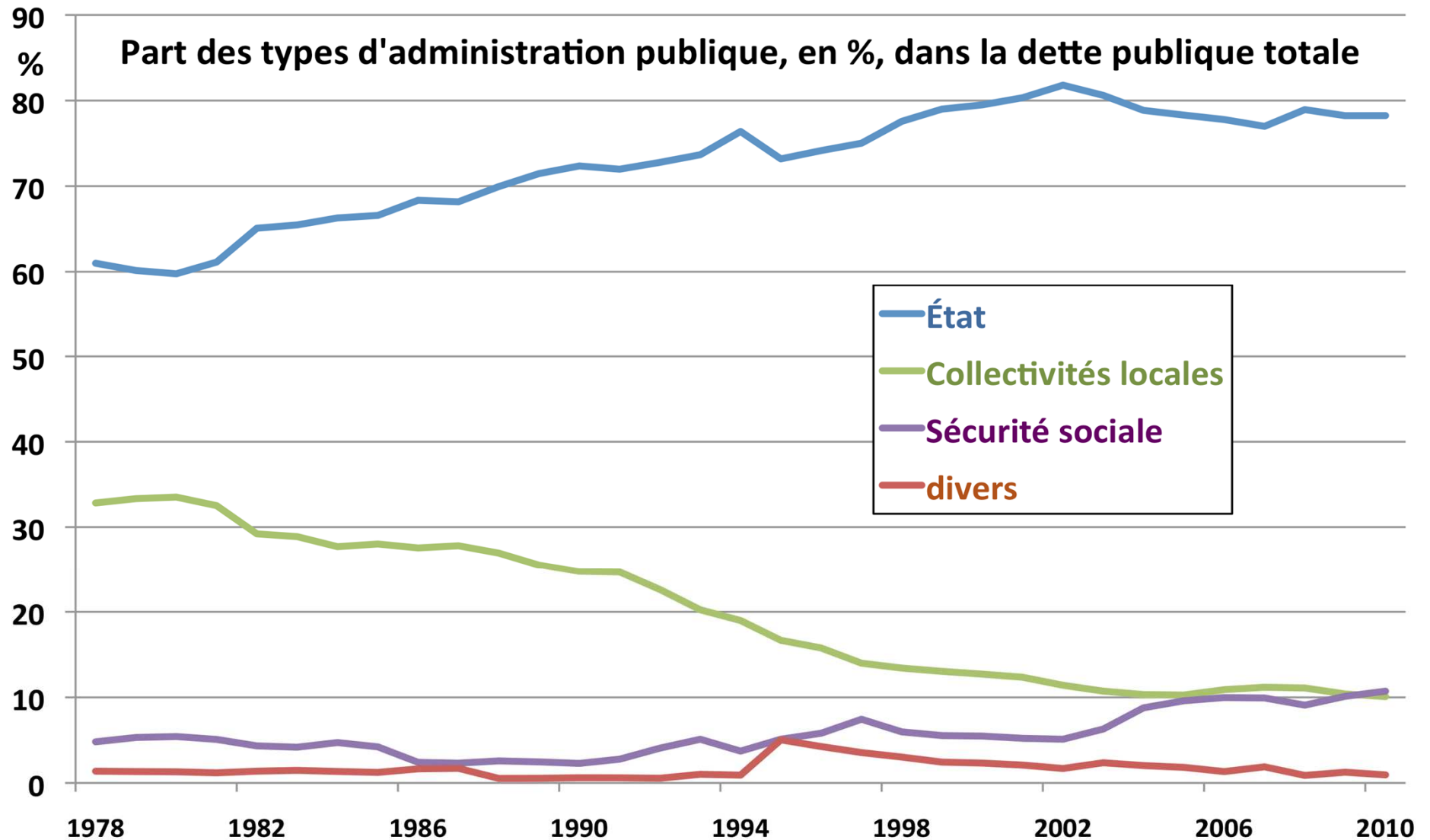


Source : Evolution du taux de dépenses publiques - page 9 du rapport du député UMP  
Gilles CARREZ de juin 2010

# Évolution des recettes et dépenses de l'État (et autres adm. centrales) en % du PIB



# Évolution de la part (%) des différentes administrations dans la dette





# Taux d'imposition de la tranche supérieure de l'impôt sur le revenu

<b>Pays</b>	<b>1986</b>	<b>2002</b>	<b>2007</b>
France	65 %	50 ,1 %	41 %
Allemagne	53 %	48,5 %	47,5 %
Belgique	72 %	55 %	50 %
Espagne	66 %	48 %	43 %
Italie	62 %	45,5 %	43 %
Pays-Bas	72 %	52 %	52 %
Royaume-Uni	60 %	40 %	40 %

- coût pour les finances publiques : 15 milliards d'euros en 2009 ... sur 13 tranches d'impôts en 1986, il n'en reste que 5 en 2011
- la tranche supérieure commence à 70 830 € ... par part !

# Taux d'imposition (théorique) sur les sociétés

Pays	1986	2006
France	45 %	33,3 %
Allemagne	56 %	26,37 %
Belgique	45 %	39,99 %
Irlande	50 %	12,5 %
Italie	36 %	33 %
Pays-Bas	42 %	25,5 à 29,6 %
GB	35 %	de 0 à 30 %
Suède	52 %	28 %

Taux d'imposition réel (France) :

PME : 28 %

entreprises de plus de 2000 salariés : 13 %

40 plus grosses sociétés (CAC 40) : 8 %

... résultat du dumping fiscal entre les pays et du travail idéologique des lobbies

# Exemples de niches fiscales aberrantes

- La niche « Copé » instaurée en 2004 qui permet d'exonérer d'impôt sur les sociétés (33%) les plus-values encaissées par les entreprises lorsqu'elles vendent leurs filiales ou participations détenues pendant au moins deux ans ... **Coût annuel : environ 8Md€**
- L'exonération fiscale et sociale des heures supplémentaires instaurée en 2007. **Coût annuel : environ 4Md€**
- Les réductions d'impôts à ceux qui emploient une ou des personnes à domicile. Le crédit d'impôt est de 50% des sommes versées, dans la limite d'un plafond fixé à l'origine en 1992 à 3 800 € ... et porté progressivement par la droite à 12 000 €. Soit une réduction d'impôt pouvant aller jusqu'à 6000 euros par an. **Coût annuel : environ ... Md€**

Voir « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » sur <http://www.retraites-enjeux-ebats.org/spip.php?article665>

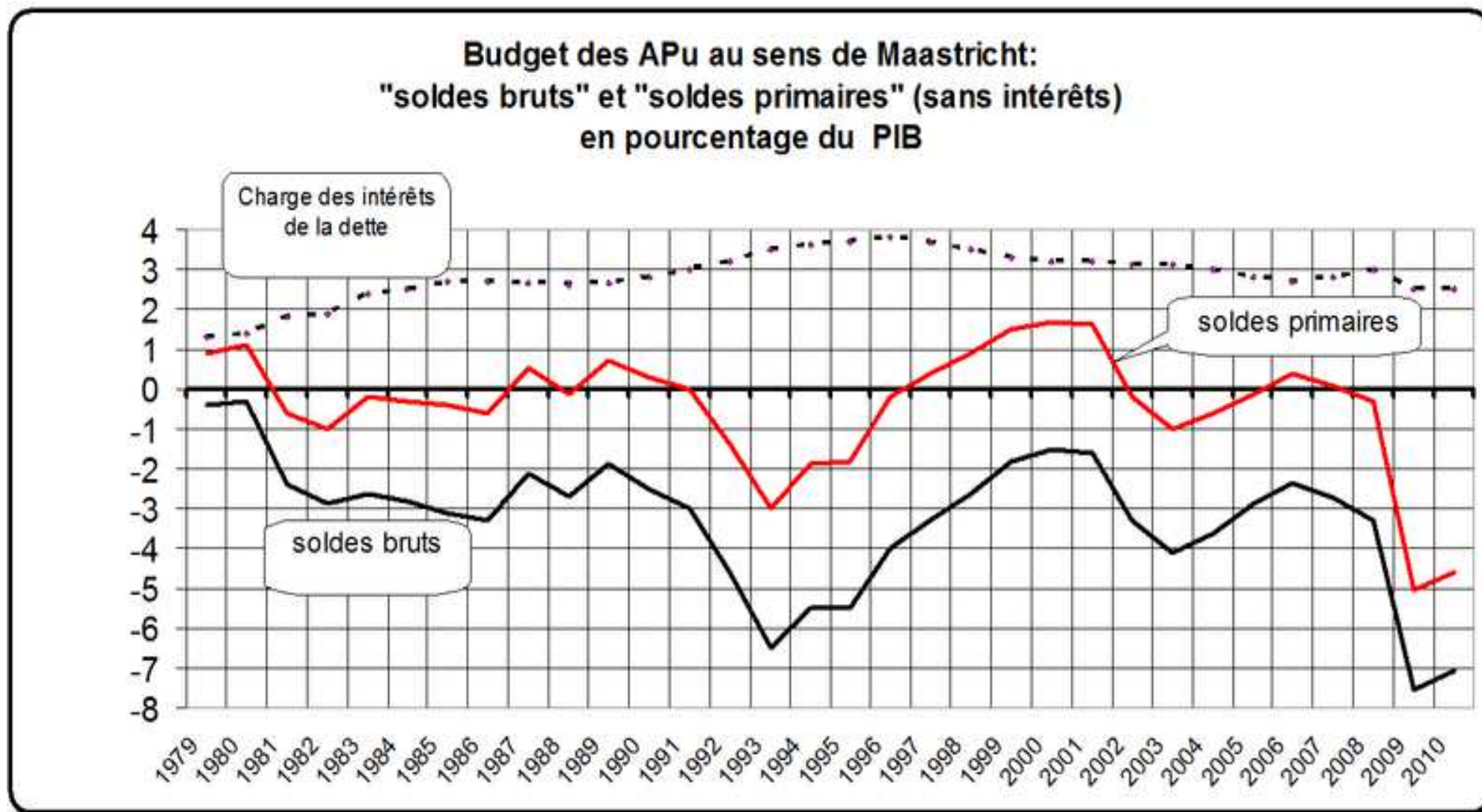
# Les 3 causes à l'origine de la dette

## Cause N° 2 : le mécanisme de la création monétaire

- la loi dite « Pompidou, Giscard » de 1973 a interdit à l'Etat d'emprunter directement à la Banque de France, à taux d'intérêt réduit
- en Europe, le traité de Maastricht (1992) et les traités ultérieurs interdisent à la BCE de prêter directement aux États
- sans les charges d'intérêt, ou avec des taux d'intérêt très faibles, aucun État européen n'aurait de dette insupportable !

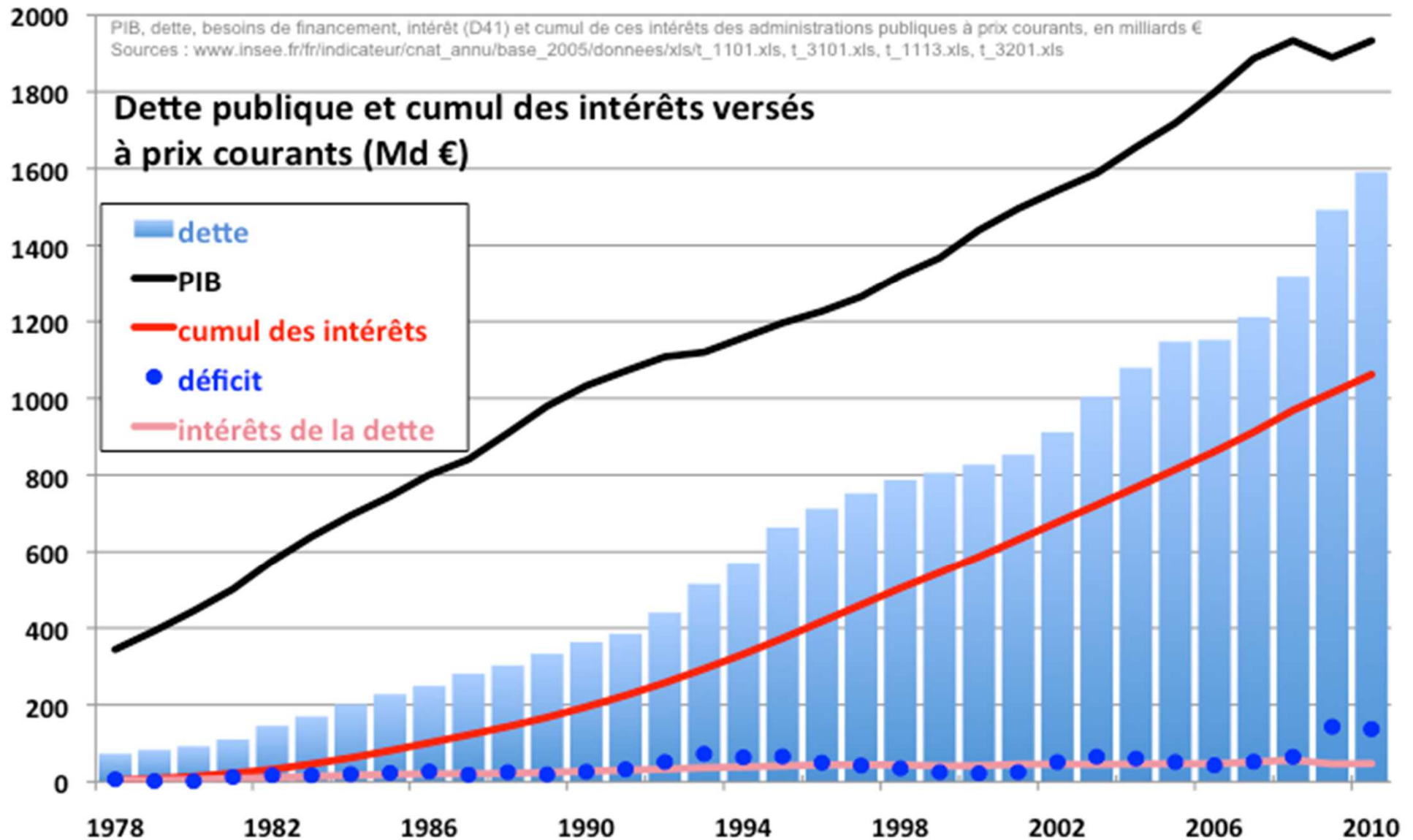
Voir « Les meilleures vidéos pour comprendre la création monétaire et la dette » sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article762>

## Soldes bruts des administrations publiques et soldes primaires (sans intérêts) en % du PIB



Source : « la charge de la dette nourrit la dette » <http://monnaie.wikispaces.com/Arnaque>

# Évolution du PIB, de la dette et du cumul des intérêts en €



# Les 3 causes à l'origine de la dette

## Cause N° 3 : l'évasion fiscale

- l'existence des « paradis fiscaux » prive les États de recettes énormes. Rien que pour l'UE, entre 1500 et 2000 milliards d'euros sont ainsi mis à l'abri de toute fiscalité (source Jean Gadrey)
- les différentes formes d'évasion fiscale sont très bien expliquées dans une remarquable émission de FR 3  
(voir <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article678>)

## La crise qui sévit depuis 2008 a amplifié la montée de la dette

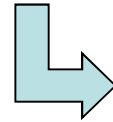
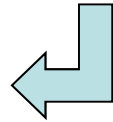
- Moins de rentrées fiscales (TVA, impôt sociétés ...)
- Coûts sociaux supplémentaires (indemnisation du chômage, RSA ...)
- Le coût budgétaire total du plan de relance sur l'ensemble des deux années 2009 et 2010 s'est élevé à 42,2 Md€ (source Cour des Comptes 2010)
- Coûts des différentes mesures d'aide aux banques (montants ?), coût du sauvetage de la banque franco belge Dexia ?



Le chômage n'est pas une conséquence de la crise, il en est une des causes fondamentales

## 30 années de chômage et de précarité ont conduit à ...

Ces 10% du PIB et les cadeaux fiscaux viennent alimenter l'économie virtuelle (finance dérégulée et spéculative)



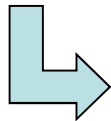
Baisse de 10% du PIB de la part des salaires directs et indirects (retraites, santé ...)



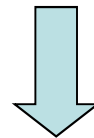
Les budgets publics systématiquement en déficit depuis 1975 et suite aux cadeaux fiscaux alimentent la **DETTE PUBLIQUE**



Croissance maintenue par l'augmentation continue de la **DETTE PRIVEE** (crédit revolving, crédits subprime ...)



**Croissance artificielle et non soutenable ...**



**Les bulles boursière et immobilière se retournent (faillites de grandes banques et sociétés d'assurance ...)  
= Crise sociale, financière et économique**



# La dette est-elle remboursable ?

- Supposons qu'en 2015 les budgets de l'État, des collectivités locales et des comptes sociaux soient à l'équilibre. La dette pourrait alors commencer à être remboursée vraiment, sans emprunter. La dette sera d'environ 100% du PIB
- Rembourser 100% du PIB **sur 20 ans** nécessiterait de prélever chaque année de l'ordre de 8% sur la richesse produite : 5% pour le remboursement du capital (100% divisé par 20) et 3% ou plus pour les intérêts ...
- ... alors même que le scénario le plus optimiste, pour l'Europe, pour les 10 à 20 années à venir est une croissance molle à la japonaise (lire « Pour éviter le krach ultime » de Pierre Larrouturnou)
- Merci à ceux qui disent qu'il est possible de rembourser la dette ... de nous expliquer comment
- Certains expliquent que « étalée sur 7 ans (durée moyenne des emprunts contractés), la dette représente seulement 12 % du PIB, ce qui est loin de la faillite ! ». Cette explication risque de conduire les citoyens à penser que la dette serait remboursable ... sans changer les règles de la création monétaire !!

# Collectif national pour un audit citoyen de la dette publique [www.audit-citoyen.org](http://www.audit-citoyen.org)

La démarche proposée à travers cet « audit citoyen » a pour objectif de permettre aux citoyens de se réapproprier la question de la dette publique, et à partir de là les grandes questions de politique économique et sociale. Les moyens d'action du collectif national et des collectifs départementaux sont les suivants :

- constituer une base documentaire commune rassemblant les données et analyses pertinentes pour comprendre l'état actuel et stimuler la réflexion sur les alternatives à l'austérité
- exiger des pouvoirs publics qu'ils mettent à la disposition du collectif l'ensemble des informations économiques et financières pertinentes pour l'établissement d'un diagnostic précis de la situation
- publier des documents - écrits et audiovisuels - synthétiques et accessibles à tous, expliquant les enjeux et mécanismes à l'œuvre
- organiser des débats publics et des actions citoyennes, au plan européen, national et local, en lien avec les organisations membres et partenaires
- interpellier les élus et les candidats aux élections sur leurs projets en matière de dette et de finances publiques

[www.audit-citoyen.org](http://www.audit-citoyen.org)

# Résumé

- La dette était déjà de 1200 Md€ fin 2007, avant l'arrivée de la crise
- Elle n'est pas due à des dépenses trop élevées

## Les 3 causes principales de la dette

- 80 à 100 milliards d'euros de manque à gagner annuel pour l'Etat, suite aux cadeaux fiscaux
- interdiction pour les Etats d'emprunter directement la BCE
- évasion fiscale et paradis fiscaux

La suppression d'une seule de ces 3 causes aurait suffi à supprimer la dette.

Le fait que depuis 1975 aucun budget de l'Etat n'ai été voté en équilibre devrait conduire à se poser quelques questions :

- la dette ne sert-elle pas aussi pour culpabiliser les citoyens (nous n'allons pas laisser un tel fardeau à nos enfants ... nous vivons au dessus de nos moyens ...) ?
- la dette sert-elle pas aussi pour justifier la poursuite du démantèlement des services publics et des droits sociaux obtenus par les mobilisations de nos parents ?
- la dette n'est-elle aussi pas un mécanisme de redistribution à l'envers qui enrichit les créanciers (les prêteurs) ... puisque la totalité de l'impôt sur le revenu (45 Md€ en 2009) sert à payer les intérêts de la dette ?

# Les solutions ?

Pas d'autres solutions que de s'attaquer résolument aux 3 causes à l'origine de la dette

- Abrogation des cadeaux fiscaux les moins justifiés et réforme radicale de la fiscalité
- Interdiction des mécanismes spéculatifs et taxation des transactions financières
- Audit de la dette publique et annulation de sa part illégitime
- Socialisation du secteur bancaire et contrôle de la BCE
- Création monétaire pour la transition sociale et écologique

# Diapos complémentaires

Une quinzaine de ces diapos accrochées imprimées au format A3 suffisent pour les lieux publics (marchés, places publiques, sortie d'entreprise, de métro, de cafétéria, d'université ...), ainsi que pour les apéro ou café débats

Pour les expositions, les réunions de formation ... des diapos complémentaires peuvent être utiles. Voir celles proposées ci-après ou celles d'autres diaporamas publiés sur ce site ou sur [www.audit-citoyen.org](http://www.audit-citoyen.org)

Possibilité d'agrémenter les panneaux par quelques dessins humoristiques, ... voir sur <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article764>

Si vous souhaitez modifier, compléter ou personnaliser ces planches, n'hésitez pas à nous demander l'envoi du fichier au format Powerpoint, via le « Nous contacter » en haut à droite de la page d'accueil

# Bibliographie

- « Le détail des 140 milliards d'exonérations sociales et fiscales » sur <http://www.retraites-enjeux-ebats.org/spip.php?article665>
- Un bon résumé du rapport CARREZ : « Ces dix années de cadeaux fiscaux qui ont ruiné la France » - article de Laurent Mauduit de Mediapart ( Juillet 2010) sur <http://gesd.free.fr/maudufin.pdf>
- « Liste des meilleures vidéos pour comprendre la dette et la crise » <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article762>
- Rapport du député UMP Gilles CARREZ : "2000 à 2010 : dix années de pertes de recettes non compensées" - Juin 2010 (95 pages) <http://www.retraites-enjeux-debats.org/spip.php?article723>
- Rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques - Préliminaire au débat d'orientation sur les finances publiques - Juin 2011 (205 pages) [http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RSFPE/Rapport\\_situation\\_perspectives\\_des\\_finances\\_publices\\_2010.pdf](http://www.ccomptes.fr/fr/CC/documents/RSFPE/Rapport_situation_perspectives_des_finances_publices_2010.pdf)
- Wikipédia « Dette publique de la France » [http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette\\_publicque\\_de\\_la\\_France](http://fr.wikipedia.org/wiki/Dette_publicque_de_la_France)
- le 4 pages d'Attac « Pour sortir du piège de la dette publique » <http://www.france.attac.org/articles/pour-sortir-du-piege-de-la-dette-publique>

# Sur le pouvoir exorbitant des banques, des banquiers célèbres avaient prévenu

Voici quelques-unes de leurs édifiantes déclarations :

- « Si les gens de cette nation comprenaient notre système bancaire et monétaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin »  
Henry Ford (1863-1947), fondateur de Ford
- « Donnez-moi le contrôle sur la monnaie d'une nation, et je n'aurai pas à me soucier de ceux qui font ses lois »  
Mayer Amschel Rothschild (1744-1812), fondateur de la dynastie banquière des Rothschild
- « Celui qui contrôle l'argent de la nation contrôle la nation »  
Thomas Jefferson (1743-1826), 3ème Président des Etats-Unis
- « Le système bancaire moderne fabrique de l'argent à partir de rien. Ce processus est sans doute le tour de passe-passe le plus étonnant jamais inventé... Les activités bancaires ont été conçues dans l'iniquité. Les banquiers possèdent la Terre. Prenez-les, mais si vous leur laissez le pouvoir de créer de l'argent d'un petit trait de plume, ils vous la rachèteront... »  
Josiah Stamp, directeur de la Banque d'Angleterre de 1928 à 1941 et 2ème plus grande fortune de Grand-Bretagne à l'époque

# Les propositions des principaux candidats aux élections de 2012, sur le thème de la dette

## Les propositions du PS (François Hollande)

- .....
- .....
- .....

## Les propositions d'Europe Ecologie Les Verts (Eva Joly)

- .....
- .....
- .....

## Les propositions du Front de Gauche (Jean-Luc Mélenchon)

- .....
- .....
- .....

Merci à ceux qui rassembleront ces propositions de bien vouloir nous les transmettre, via le « Nous contacter » en haut à droite de la page d'accueil



# Les propositions des principaux candidats aux élections de 2012, sur le thème de la dette

## Les propositions de l'UMP (Nicolas Sarkozy)

- .....
- .....
- .....

## Les propositions du Modem (François Bayrou)

- .....
- .....
- .....

## Les propositions du Front National (Marine Le Pen)

- .....
- .....
- .....

Merci à ceux qui rassembleront ces propositions de bien vouloir nous les transmettre, via le « Nous contacter » en haut à droite de la page d'accueil

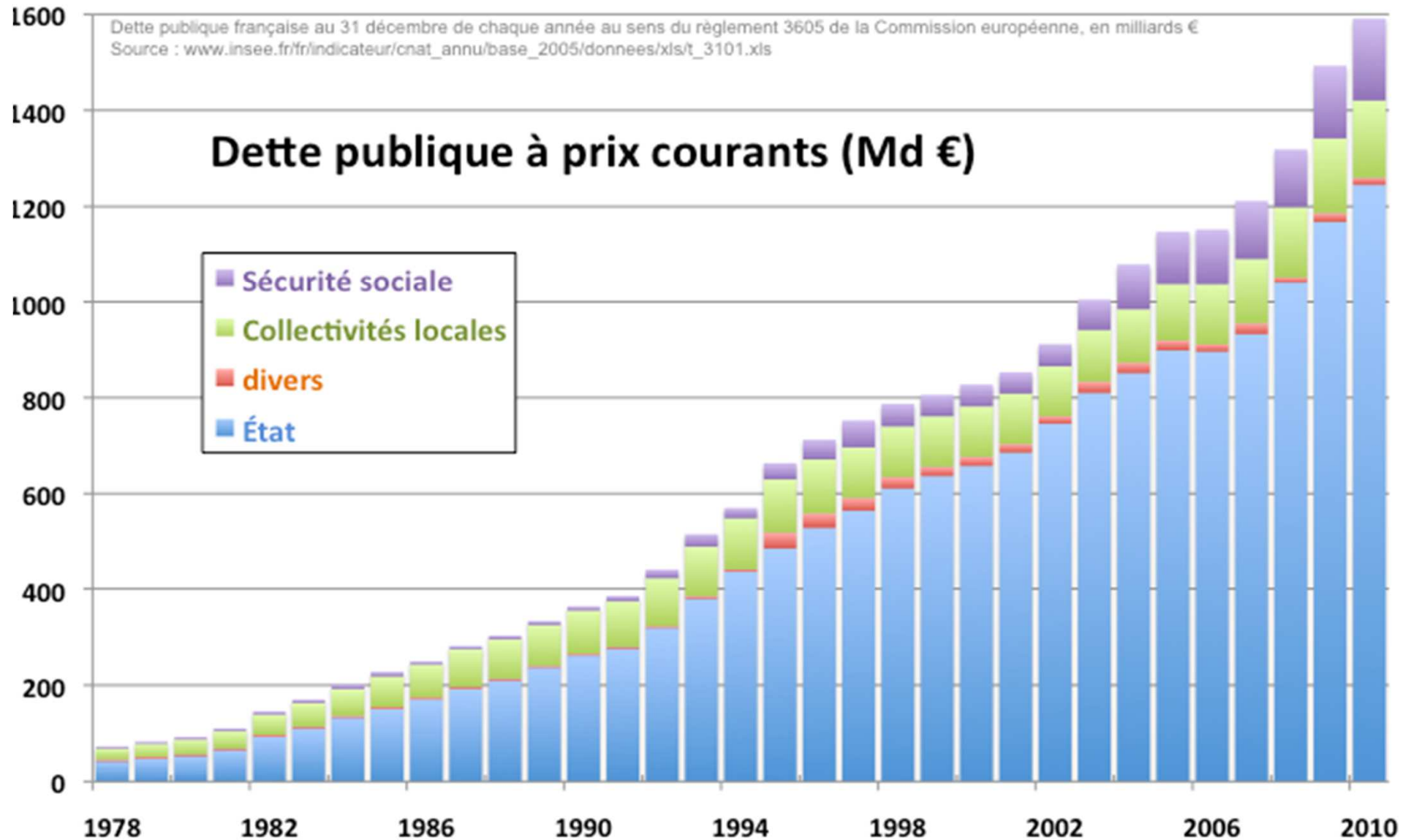
# La désinformation

- « La France vit au dessus de ses moyens » ... « notre modèle social n'est plus soutenable » ... « la seule solution c'est de réduire les dépenses » ...  
Voilà ce que certains nous répètent tous les jours dans les grands médias
- Les faits et chiffres présentés dans ce diaporama - avec indication des sources - contredisent ces allégations qui relèvent donc de la désinformation
- Mais la désinformation porte ses fruits ... Ainsi un sondage Harris Interactive d'août 2011 pour Le Parisien/Aujourd'hui-en-France a fait apparaître :

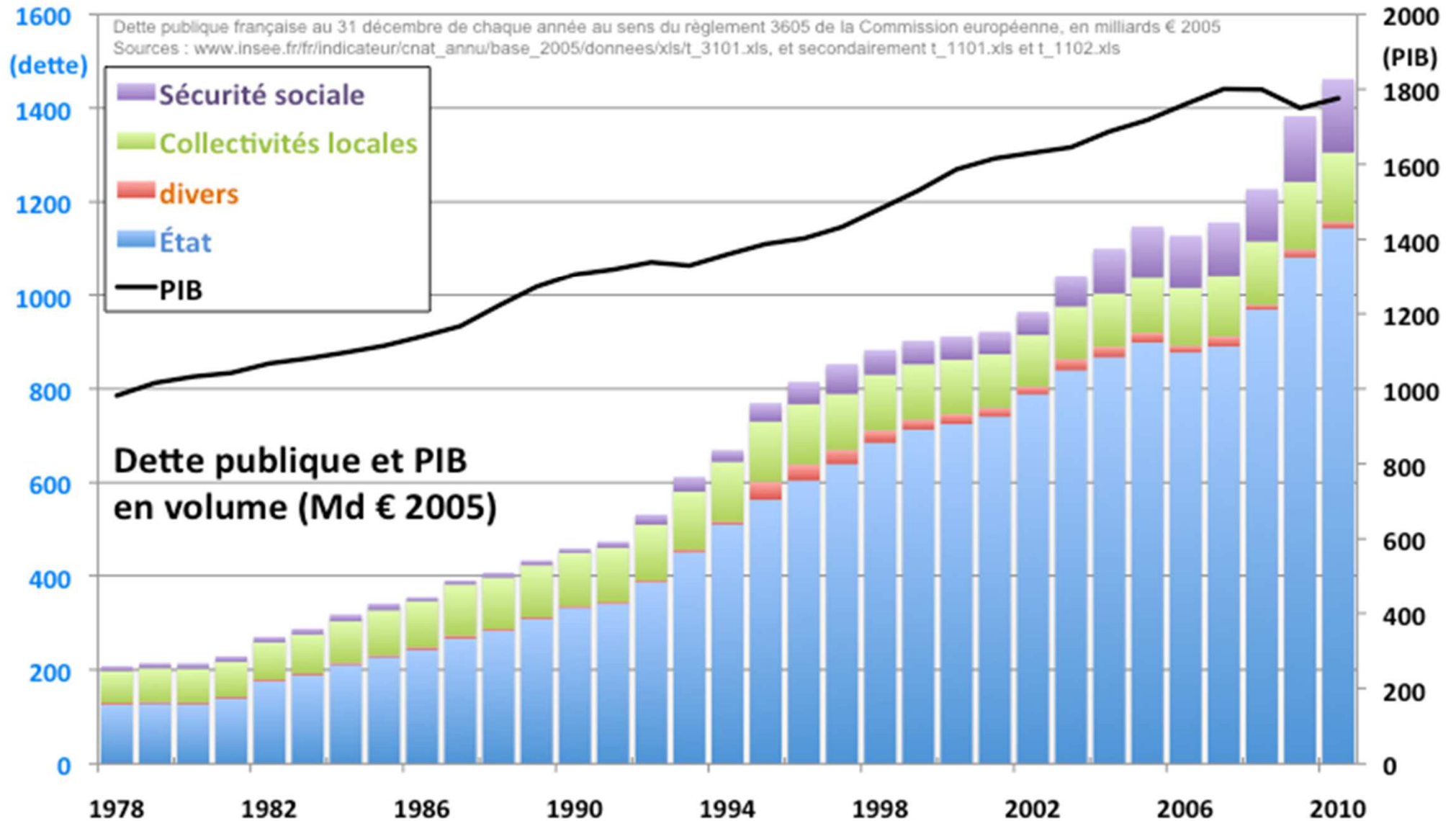
« pour réduire la dette et les déficits publics, les Français préfèrent largement une contraction forte des dépenses à une nette augmentation des impôts (85% contre 12%) »

... comme on peut le lire sur <http://www.harrisinteractive.fr/news/2011/10082011.asp>

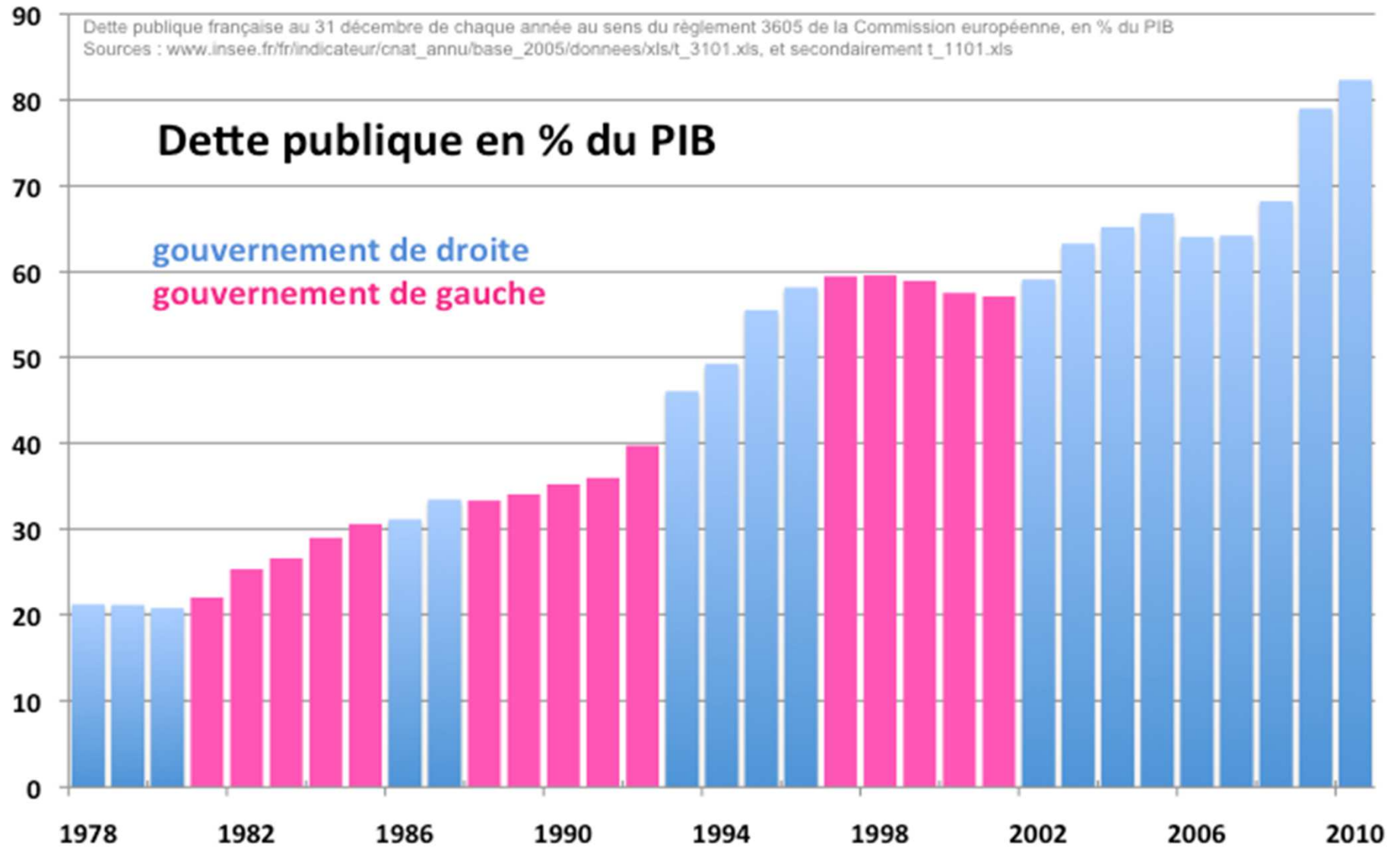
# Évolution des différentes dettes en €



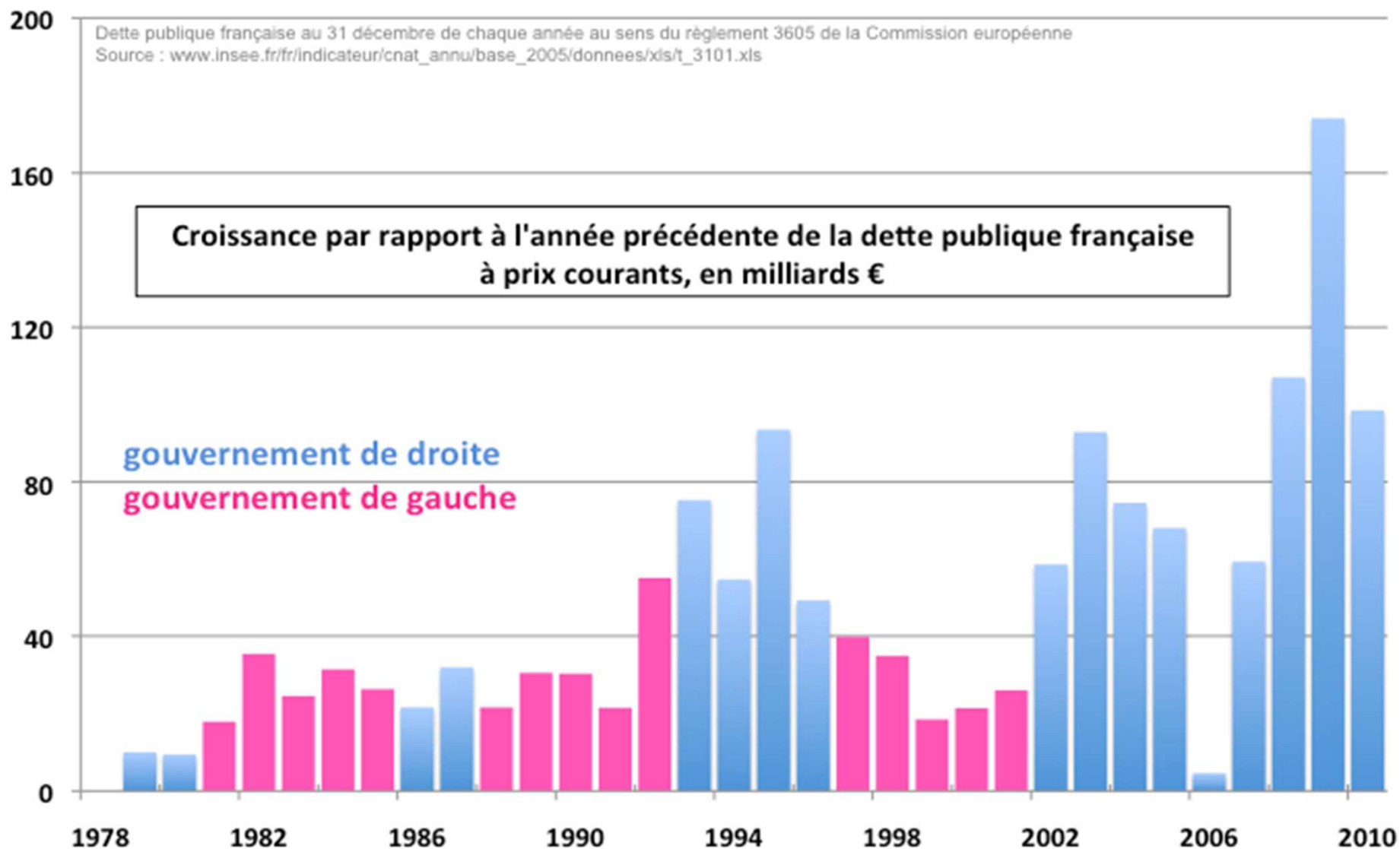
# Évolution du PIB et des différentes dettes en € constants



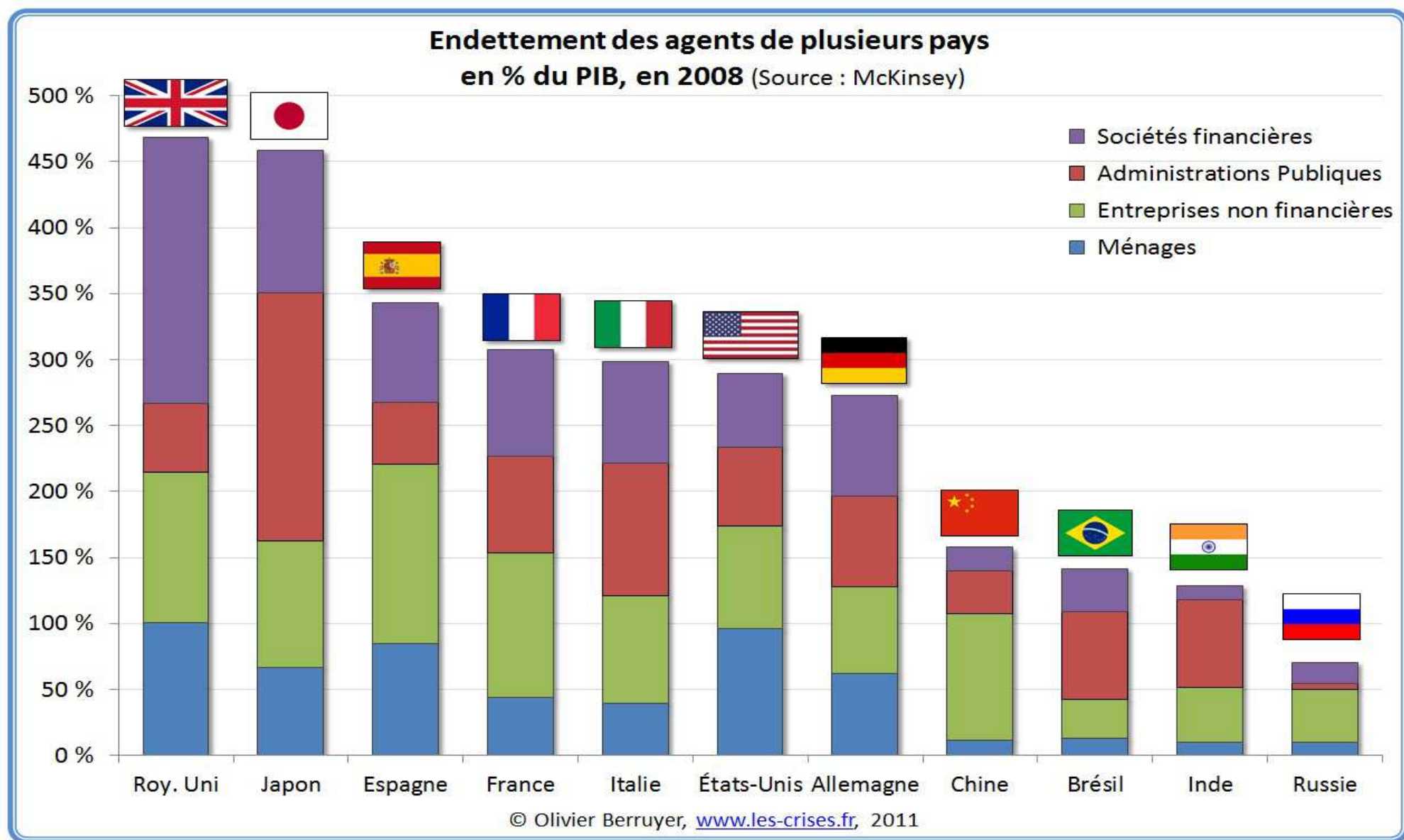
# Évolution de la dette en % du PIB



# Croissance annuelle de la dette en €

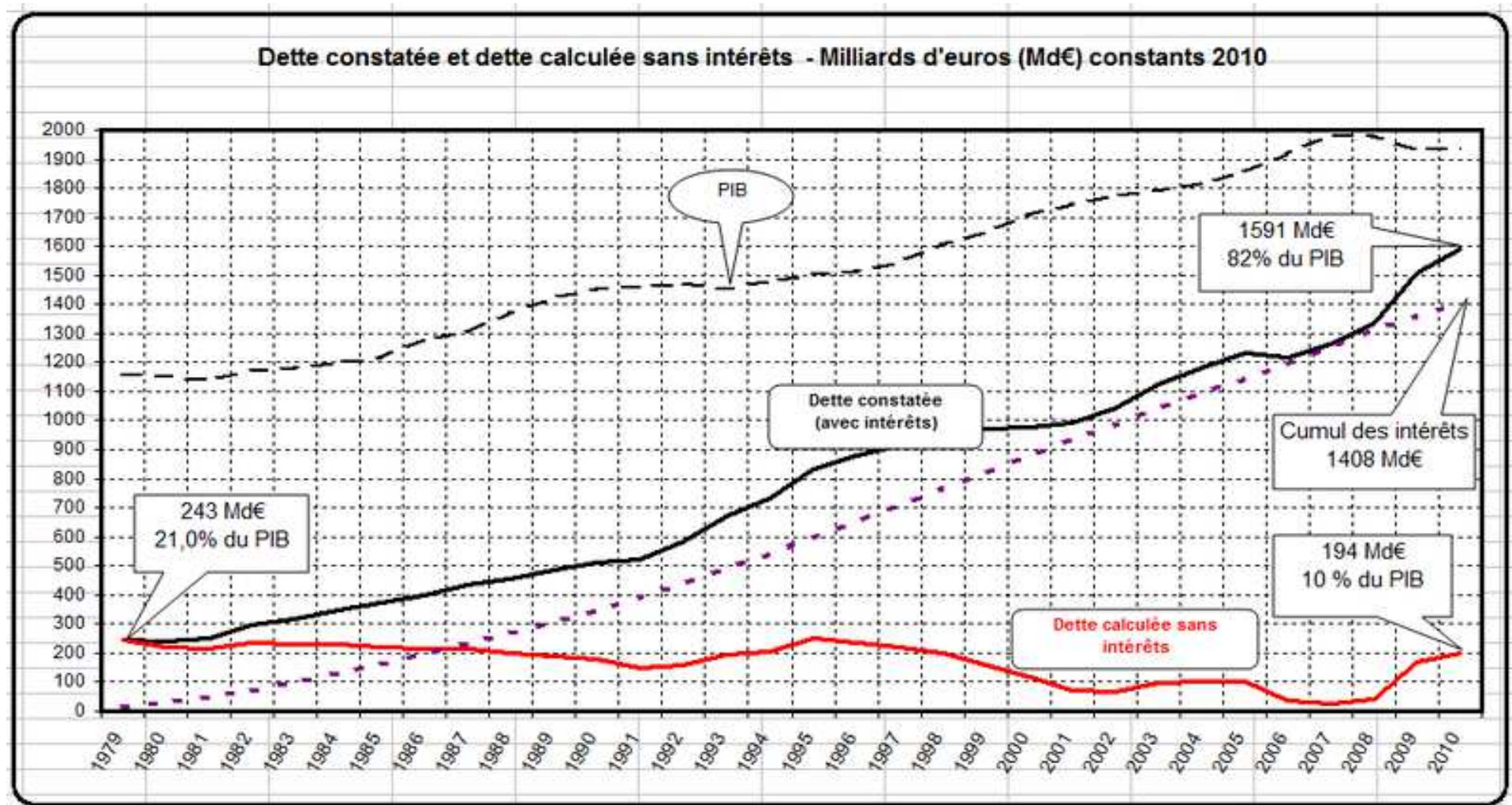


# Dettes publiques, dettes des ménages et dettes des entreprises





## Dettes constatées et dettes calculées sans intérêts, en Md€ constants 2010



Source : « la charge de la dette nourrit la dette » <http://monnaie.wikispaces.com/Arnaque>



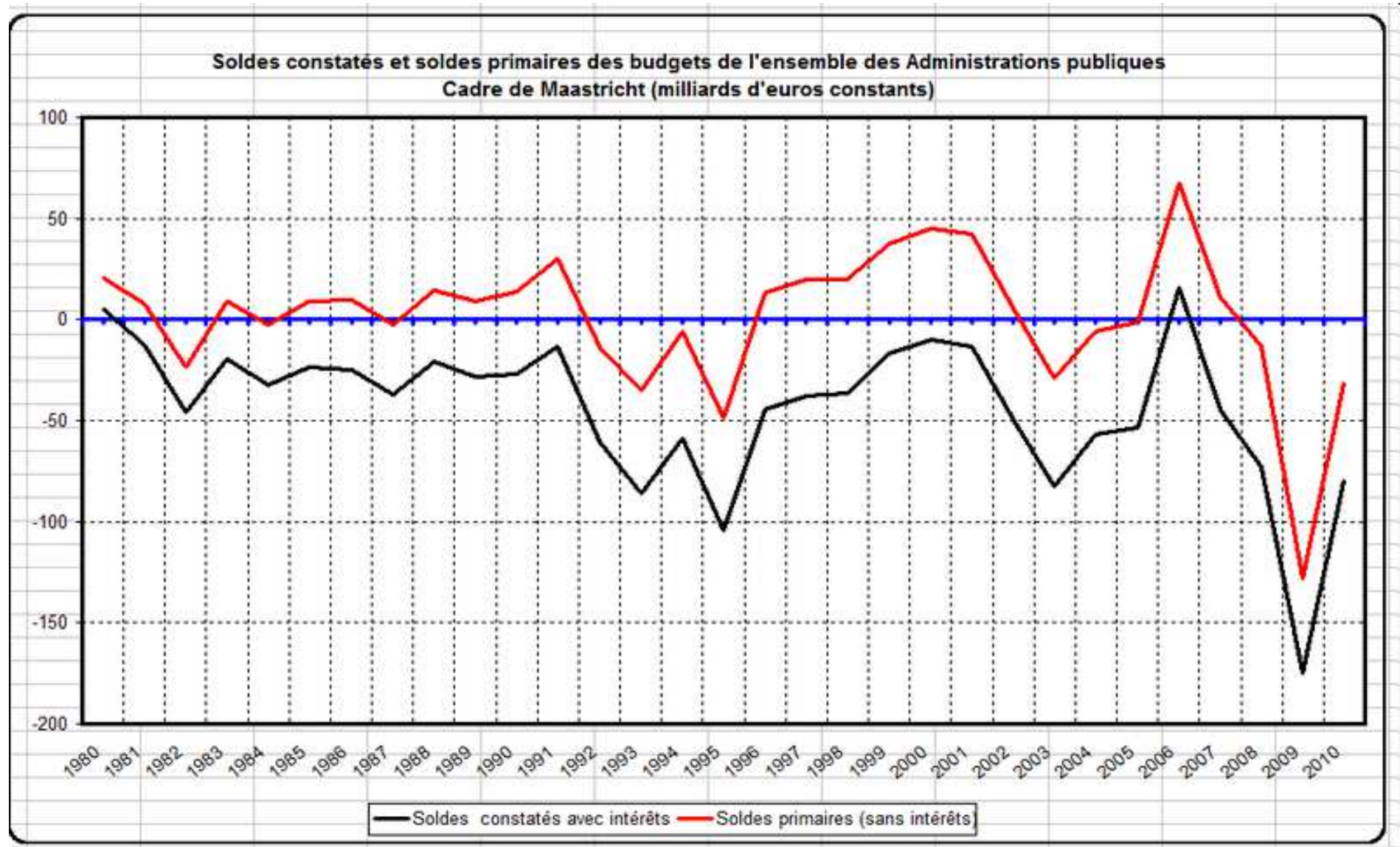
## Dette publique au sein des pays de l'Union européenne

*en % de PIB*

	<b>2007</b>	<b>2008</b>	<b>2009</b>	<b>2010</b>
Union européenne (27)	59,0	62,3	74,4	80,0
Zone euro (17)	66,2	69,9	79,3	85,1
Belgique	84,2	89,6	96,2	96,8
Danemark	27,5	34,5	41,8	43,6
Allemagne	64,9	66,3	73,5	83,2
Grèce	105,4	110,7	127,1	142,8
Espagne	36,1	39,8	53,3	60,1
<b>France</b>	<b>64,2</b>	<b>68,2</b>	<b>79,0</b>	<b>82,3</b>
Irlande	25,0	44,4	65,6	96,2
Italie	103,6	106,3	116,1	119,0
Luxembourg	6,7	13,6	14,6	18,4
Pays-Bas	45,3	58,2	60,8	62,7
Autriche	60,7	63,8	69,6	72,3
Portugal	68,3	71,6	83,0	93,0
Slovaquie	29,6	27,8	35,4	41,0
Finlande	35,2	34,1	43,8	48,4
Suède	40,2	38,8	42,8	39,8
Royaume-Uni	44,5	54,4	69,6	80,0

(\*) au sens du traité de Maastricht

## Soldes bruts des administrations publiques et soldes primaires (sans intérêts) en Md€



Source : « la charge de la dette nourrit la dette » <http://monnaie.wikispaces.com/Arnaque>